



## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Demain, le Capital vous invite au final de son dernier spectacle : des millions d'électeurs vont voter pour un candidat qu'ils ne veulent pas !

Demain, la classe dominante organise un nouveau rendez-vous électoral. Ce sera la fin d'une interminable période où la classe politique s'est enfoncée dans une médiocrité et un ridicule sans précédent. Le monde du Travail aspire à bien autre chose que cette comédie insupportable, en dehors de toute réalité.

Ce n'est pas parce que le Capital pose des urnes qu'il y a démocratie ; ce n'est pas parce qu'il y a vote qu'il y a démocratie ! Cette farce « *démocratique* » revêt un fait inédit : les comédiens qui y participent ne savent pas qu'ils jouent dans une comédie ! Si notre avenir et nos vies n'en dépendaient pas, ce serait très drôle.

### Un problème insoluble

Dans cette élection à deux tours conçue pour éliminer tout candidat représentant le monde du Travail, ce dernier se retrouve maintenant confronté à un problème sans solution ; il faut faire son « *choix* » entre deux finalistes, tous les deux « *fabriqués par le système* » pour le préserver en mettant en scène leur prétendue opposition. Chaque électeur est ainsi sommé de voter *CONTRE* l'un ou l'autre, *CONTRE* une des deux faces de la même pièce, du même système !

Si le mécanisme est rodé, et si la classe dominante aura un œil attentif sur le nombre de spectateurs qui seront venus à son dernier spectacle, la participation au premier tour donne déjà une certaine légitimité à cette élection et au piège qui vient de se refermer sur nous.

### Un besoin de légitimité et d'apparence démocratique au système

La classe dominante a besoin d'organiser cette farce pour créer un masque démocratique à tout ce qu'elle met en place et impose au monde du Travail. Aucune alternative à sa suprématie ne peut voir le jour dans ce système qu'elle a elle-même mis en place. Pourtant, sans spectateurs à cette comédie ridicule, le masque tomberait, l'aspect autoritaire de la domination apparaîtrait au grand jour, la délégitimation des institutions et de celui élu serait le début de tous les possibles. C'était bien l'enjeu du vote du premier tour et de celui de demain : il faut un maximum de spectateurs, de participants pour légitimer et rendre crédible l'institution et tout ce qui va être fait dans les cinq prochaines années. D'ailleurs, on voit le Capital faire feu de tout bois pour faire voter et limiter l'abstention !

Dès le premier tour, il fallait donc ratisser large pour que cet événement soit une réussite en terme de participation. Pourtant, nous étions sommés de faire notre marché entre des programmes similaires qui évacuent toute éradication du capitalisme, du libéralisme. Les candidats présentent des programmes alors qu'une élection devrait être le moment où **le Peuple donne un mandat impératif, défini par lui, imposé à ceux ou celui qui prétendent le représenter.**

Ce n'est pas cela qui se passe. Pire, quel que soit le vainqueur, il se rendra immédiatement après son élection, comme ses prédécesseurs, à Berlin auprès d'Angela Merkel pour prendre ses consignes. Ainsi l'imposent les institutions européennes qui consacrent la suprématie allemande dans l'UE et qui empêchent, par les différents traités, toute autonomie des gouvernements nationaux dans la conduite de politiques économiques qui déplaisent au Capital.

### Un instrument de division

Comme dans toute structure réformiste de la classe dominante, le monde du Travail se trouve

divisé ; c'est d'ailleurs son autre rôle. Il faut en finir avec ce dispositif conçu pour empêcher le rassemblement et le changement de société. Seul le point de vue réformiste a sa place dans les institutions du Capital. Et ce point de vue est non seulement un chemin complètement opposé à celui du point de vue révolutionnaire, mais en plus il est un obstacle au développement de ce dernier. En aucun cas, le point de vue réformiste ne peut être une étape préalable au développement d'un changement de société.

De plus, comme après chaque élection présidentielle couplée aux législatives, la dynamique d'un mouvement social construit pendant des années se retrouve brisée, et le monde du Travail se retrouve à devoir repartir à zéro.

Maintenant, qui peut croire que l'on peut rassembler derrière un candidat dans une institution faite pour diviser ? Et qui peut croire que Mélenchon aurait pu rassembler le monde du Travail alors que dès le soir du premier tour, aucune unité ne se fait sentir, pire, des conflits commençaient déjà pour les prochaines élections législatives !

### **La souveraineté populaire n'a jamais pu trouver une issue dans ce cadre... et pour cause !**

Le Travail est seul créateur de valeur, mais quand en parle-t-on ? Comment peut-on croire qu'il pourrait y avoir démocratie sans que cette valeur soit décidée collectivement et démocratiquement ? Comment les producteurs de valeur peuvent-ils se faire représenter par des gens qui ne « travaillent » pas ? Quel doit être le véritable lieu de l'expression populaire souveraine ?

Nous voyons bien que les institutions créées pour la classe dominante ne peuvent répondre à ces questions et empêchent tout possible subversif pour le monde du Travail.

### **Les enjeux de l'affrontement Capital/Travail deviennent colossaux**

Comme l'appétit gargantuesque du Capital grossit sans limites, il lui faut piller toujours plus de richesses au monde du Travail. Cela se traduit par des rapports de plus en plus violents. De ce fait, peu importe le candidat derrière lequel la bourgeoisie avait décidé de se ranger, il devra appliquer une politique violente et acharnée contre ceux qui sont les seuls à créer de la valeur. Cela se traduira inévitablement par des mesures encore plus antidémocratiques et liberticides contre nous.

Il va être de plus en plus difficile pour la classe dominante de cacher le régime autoritaire dans lequel elle nous enferme, et elle n'aura d'autres choix que réprimer sévèrement toute tentative de révolte. Finalement, sous couvert de lutter contre l'extrême droite, on risque de donner carte blanche à un futur régime autoritaire et fascisant ; le PS, en la matière, renouvelle sont historique part de responsabilité !

Rolland LEROY, dans la revue « *les cahiers du communisme* » d'octobre 1962 au sujet du plébiscite gaulliste, écrivait : « *Le but du plébiscite est de liquider les derniers vestiges de démocratie en France, aggraver la dictature de fait du pouvoir personnel, accélérer la fascisation de l'État pour poursuivre la politique des monopoles, néfaste aux travailleurs et à la Nation.* » N'est-ce pas toujours d'une extrême pertinence 55 ans plus tard ?

La bouillie intellectuelle qui nous est servie quotidiennement au travers de partis politiques complètement dépolitisés doit laisser la place à l'expression du monde du Travail pour peu qu'il s'attache à s'appropriier la politique et à prendre en main ses affaires ; comme le propose *Rouge Vifs IDF* au travers la création d'un réseau de militants révolutionnaires en entreprise.

**Alors, si d'aventure le mandat du futur président pouvait tenir si longtemps, qui voudra aller voir le prochain spectacle du Capital dans 5 ans ?**

Paris, le 6 mai 2017